

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE
D'URGENCE**

**N°019/AONO/CBO/SG/CIPM/2019
DU 15 JUILLET 2019 POUR
L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DES BLOCS DE
DEUX SALLES DE CLASSE DANS
CERTAINES ECOLES PRIMAIRES DE
LA COMMUNE DE BETARE OYA,
DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM,
REGION DE L'EST.**

1. Objet

Le Maire de la commune de BETARE OYA, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en Urgence pour l'exécution des travaux de construction des salles de classe dans certaines écoles primaires de la Commune de BETARE OYA, Département du Loin et Djérem, Région de l'Est.

LOT 01 : BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE TAPARE

LOT 02 : BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE TAPARE SALAO

2. Consistance des prestation

Les travaux à réaliser portent sur :

Lot 100 : Travaux préparatoires ;
Lot 200 : Terrassements ;
Lot 300 : Fondations ;
Lot 400 : Maçonnerie-Elévation ;
Lot 500 : Charpente-Couverture ;
Lot 600: Menuiserie:
Lot 700: Electricité;
Lot 800: Peinture;
Lot 900 : Aménagement VRD.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

N°LOT	INTITULE DES PROJETS	COUT PREVISIONNEL
01	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de TAPARE	17 000 000 Francs CFA
02	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de TAPARE SALAO	17 000 000 Francs CFA

Soit un total de Trente-quatre millions (34 000 000) FCFA TTC.

4. Délai de livraison

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est de quatre (04) mois par lot. délai incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, à la particularité du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Le délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il revient au co-contractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

5. Allotissement

Les travaux sont subdivisés en deux (02) lots ci-après définis:

N° LOT	Intitulé des projets	Caution de soumission
01	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'Ecole Publique de TAPARE	340 000 Fcfa
02	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'Ecole Publique de TAPARE SALAO	340 000 Fcfa

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les petites et moyennes entreprises de droit camerounais, jouissant des capacités juridiques, techniques et financières requises.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le budget d'investissement public de la République du Cameroun. Exercice 2019.

8. Consultation du dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté aux heures ouvrables à la Mairie de BETARE-OYA
Tél : 673 27 52 58/ 696 86 37 78. sise au quartier Moïnam. dès publication du présent avis.

9. Acquisition du dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu dès publication du présent avis, à la Mairie de BETARE-OYA, Tél : 673 27 52 58/ 696 86 37 78, sise au quartier Moïnam, sur présentation d'une quittance de versement à la recette municipale de la Commune de BETARE-OYA, d'une somme non remboursable de Cinquante mille (50 000) FCFA.

représentant les frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offre. Cette quittance devra identifier l'entreprise désireuse de participer à l'appel d'offres.

10. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en Français ou en Anglais en Sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies respectivement marqués comme tel, placée sous pli cacheté et scellé sans indication sur l'identité du soumissionnaire sous peine de rejet, devra parvenir à la Commune de Bétaré-Oya, Secrétariat du Maire, Tél : 696 44 44 21/ 696 86 37 78 au plus tard le 08 AOUT 2019 à 11 heures précises et portera les mentions suivantes:

***AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°019/AONO/CBO/SG/CIPM/2019 DU 15 JUILLET 2019 POUR
L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BLOCS DE DEUX
SALLES DE CLASSE DANS CERTAINES ECOLES PRIMAIRES DE LA COMMUNE
DE BETARE OYA, DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM, REGION DE L'EST.***

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "

11. Cautionnement provisoire

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire d'une durée de validité de quatrevingt- dix (90) jours représentant 2% du cout prévisionnel de chaque lots soit: Trois cent quarante mille (340 000) francs; établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, par un établissement bancaire de premier ordre, agréé par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO. Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au-delà du trentième (30ème) jour après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus.

12. Recevabilité des offres

Les offres ne respectant pas le mode de séparation de l'offre financière, des offres administrative et technique seront irrecevables. Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment, celle dans laquelle il est constaté l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le Dossier d'Appel d'Offres et délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en un temps à la Commune de Bétaré-Oya, Case communauté le 08 AOUT 2019 à 12 HEURES précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune de Bétaré-Oya, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

14. Critères d'évaluation

A. Critères éliminatoires :

a. Offre Administrative

- 1) Absence d'une pièce administrative ;
- 2) Pièce falsifiée ;
- 3) Non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif après le délai de 48 heures réglementaire ;

b. Offre technique

- 1) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- 2) N'avoir pas réuni au moins 80% de critères de qualification.

c. Offre Financière

- 1) Offre financière incomplète ;
- 2) Omission du prix d'une tâche quantifiée dans le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif ;

N.B : Les copies certifiées des pièces antérieurement légalisées seront systématiquement rejetées.

B. Critères de qualification des offres techniques :

Les critères, explicités dans le règlement particulier du DAO et relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

Huit millions cinq cent mille (8 500 000) par lot ;

- 1) pour chaque Lot...Oui
- 2) Les références de l'Entreprise Oui
- 3) La compréhension du projet pour chaque lot Oui
- 4) L'expérience du personnel d'encadrement pour chaque lot Oui
- 5) Le matériel et les équipements essentiels pour chaque lot Oui

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu un pourcentage de « Oui » supérieur ou égal à 80% de la note technique, (soit au moins 04 « Oui » sur 05 « Oui ») seront examinées.

15. Attribution

La Lettre-Commande à élaborer sera attribuée au soumissionnaire dont l'offre:

- 1- administrative sera jugée conforme ;
- 2- technique sera jugée conforme et aura reçu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 80 % ;
- 3- financière après corrections conformément aux dispositions du RPA0 des sous-détails des prix unitaires, du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif, sera jugée conforme aux dispositions

du CCTP et classée la moins disante.

Dans le cadre du présent Appel d'Offres, un soumissionnaire peut être attributaire de plus deux (02) lots.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Mairie de BETARE-0YA Tél : 673 27 52 58/ 696 86 37 78, sise au quartier Moïnam

BETARE-0YA le 15 Juillet 2019

Le MAIRE
ME ADAMOU IYA JUSTIN

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
N°001/AONO/FODECC/CSPM/2019
DU 16 juillet 2019 EN
PROCEDURE D'URGENCE RELATIF A
LA FOURNITURE D'UN VEHICULE
DE TYPE BERLINE AU FONDS DE**

DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO ET CAFE (FODECC)

Financement : BUDGET FODECC EXERCICE 2019

1. Objet

Dans la quête permanente de performance, l'Administrateur du Fonds de développement des Filières Cacao et Café (FODECC) lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la fourniture d'un (01) véhicule de type berline au FODECC.

2. Consistance des prestation

Les prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offres, consistent en la fourniture et la réception d'un (01) véhicule de type berline à essence de 11CV au FODECC.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel du Marché est de cinquante six millions (56 000 000) FCFA.

4. Délai de livraison

Le délai de livraison estimé par le Maître d'ouvrage est de trente (30) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer la prestation. La livraison se fera à Yaoundé, à l'immeuble siège du FODECC sis Boulevard Jean Paul II, rue 6.085 quartier Golf – Yaoundé

5. Allotissement

Ce Dossier d'appel d'Offres est en un (01) lot unique.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises exerçant dans le domaine et installées en République du Cameroun.

7. Financement

La fourniture objet du présent Appel d'Offres est financée par le budget du Fonds de développement des Filières Cacao et Café exercice 2019 – Ligne d'imputation budgétaire n°114 00 30 22 20 01.

8. Consultation du dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux jours et heures ouvrables au secrétariat de l'Administrateur du FODECC sis Boulevard Jean Paul II, rue 6.085 quartier Golf – Yaoundé, Tél : (237)222 21 88 23/24, dès publication du présent Avis.

9. Acquisition du dossier

Le Dossier peut être obtenu au Secrétariat de l'Administrateur du FODECC sis Boulevard Jean Paul II, rue 6.085 quartier Golf – Yaoundé, Tél : (237)222 21 88 23/24, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de soixante mille (60 000) FCFA, payable au compte spécial CAS-ARMP n°335 988 60001-94 valable dans toutes les agences de la BICEC.

10. Remise des offres

Les Offres rédigées en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tel, doivent être déposées au plus tard le 09 août 2019 à 15 heures, à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC) sis Boulevard Jean Paul II, rue 6.085 quartier Golf – Yaoundé, Tél : (237)222 21 88 23/24, Cameroun.

Les Offres devront porter la mention suivante :

« Appel d'Offres National Ouvert N°001/AONO/FODECC/CSPM/2019

DU 16 juillet 2019 en Procédure d'Urgence relative à la fourniture d'un (01) véhicule de type berline au Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC) », « A nouveau ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Les Offres parvenues après la date et l'heure de dépôt seront irrecevables.

11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives délivrées par les services émetteurs, une caution de soumission d'un montant d'un million cent vingt mille (1 120 000) FCFA établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurances agréée par le Ministre en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du présent Dossier d'Appel d'Offres.

La durée de validité de ce cautionnement est de trente (30) jours au-delà de la date de validité des Offres.

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs ou une autorité administrative, conformément au listing prévu au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute Offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurances agréées par le Ministre en charge des Finances ou le non respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le 09 août 2019 à partir de 16 heures dans la salle de conférences du FODECC sis Boulevard Jean Paul II, rue 6.085 quartier Golf – Yaoundé. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée à cet effet, et ayant une parfaite connaissance du dossier.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- Absence de caution de soumission
- Absence d'une pièce du dossier administratif ou non-conformité de l'une des pièces après 48heures accordées par la CSPM ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence du prospectus et des fiches techniques du fabricant en couleur du matériel proposé ;
- Absence de déclaration sur l'honneur attestant du non abandon de prestation durant les trois (03) dernières années et ou ne figurant pas sur la liste publiée par le MINMAP ;
- Absence de la capacité financière supérieur ou égale à 40 000 000 FCFA ;
- Non satisfaction d'au moins 5/7 des critères essentiels ;
- Non respect d'une des caractéristiques techniques majeures :

Caractéristiques techniques majeures

- Puissance fiscale de 11 CV
- Garde au sol supérieur ou égale à 160 mm
- Cylindrée inférieur ou égale à 3500
- Source d'énergie : Essence

Critères essentiels

L'évaluation sera faite suivant le système binaire (oui/non).

N°	Désignations	Oui/ Non
1	Présentation de l'offre (OUI si au moins 2/3 des sous critères)	Oui
2	Garantie (OUI si 1/1 du sous critère)	Oui
3	Service après vente (OUI si au moins 2/3 des sous critères)	Oui
4	Expérience et références du soumissionnaire (OUI si 1/1 du sous critère)	Oui
5	Délai de livraison (OUI si 1/1 du sous critère)	Oui
6	Preuves d'acceptation des conditions du marché (OUI si 2/2 des sous critères)	Oui
7	Satisfaction d'au moins 5/6 des caractéristiques techniques mineures	Oui

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires et dont l'offre aura été évaluée la moins disante.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires seront engagés par leurs Offres pendant une période de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date d'ouverture des Offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat de l'Administrateur du FODECC sis Boulevard Jean Paul II, rue 6.085 quartier Golf – Yaoundé, Tél : (237) 222 21 88 23/24.

YAOUNDE le 16 Juillet 2019

Le MAITRE D'OUVRAGE
NENGUE SAMUEL DONATIEN

Appel d'offre LRFPS N° 2019 – 9149239- Pour la revue analytique du fonctionnement et des performances des RESEAUX DE PERINATOLOGIE des villes de Yaounde et Douala.

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance au Cameroun – UNICEF – lance un appel à proposition auprès des institutions et cabinets spécialisées dans le domaine de la santé et régulièrement établies au Cameroun, Pour la revue analytique du fonctionnement et des performances des RESEAUX DE PERINATOLOGIE des villes de Yaounde et Douala.

Les dossiers d'appels d'offres sont disponibles à compter du 27 mai 2019 au niveau du bureau central de l'UNICEF Yaoundé, du sous bureau de l'UNICEF Douala, aux adresses suivantes:

UNICEF – Yaoundé
Boulevard de l'URSS
BP 1181 Yaoundé
Tel : 222505400
Rue 1801 Quartier Bastos

UNICEF Douala
Mobile Koumassi
Tel : 656971100

La date limite de dépôt des offres est fixée au : **10 Juin 2019**
à **17 heures** au bureau de l'UNICEF Yaoundé.

DEMANDE DE PROPOSITION NUM :RFP/HCR/CMR/YDE/004/2019asn POUR LA FOURNITURE DES SERVICES D'ASSURANCE POUR LA FLOTTE AUTOMOBILE ET MOTOS DU HCR

1. Objet

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) recherche les Sociétés et Entreprises légalement installées au Cameroun et spécialisées dans la :

2. Fourniture des services d'assurance

Les fournisseurs intéressés sont invités à soumettre leurs offres en vue de la signature d'un accord-cadre pendant une période initiale de 24 mois avec une possibilité d'extension

pour une année supplémentaire pour la fourniture des services d'assurance pour la flotte automobile et motos du HCR Cameroun.

3. Dossier d'invitation à soumissionner

Les documents de cet appel d'offres peuvent être obtenus gratuitement en envoyant un message avec les sujets ci-dessous à l'adresse électronique :

Cmryasup@unhcr.org ou en passant retirer des copies imprimés aux bureaux du HCR à Yaoundé, Douala, Bertoua, Maroua, Meiganga et Batouri en précisant la référence reprise ci-dessous :

((RFP/HCR/CMR/YDE/004/2019asn fourniture des services d'assurance pour la flotte automobile et motos du HCR Cameroun))

La date limite de dépôt des soumissions : 15/05/2019 A 17 HEURES

**AVIS DE SOLLICITATION A
MANIFESTATION D'INTERET
N°005/ASMI/MINPOSTEL/UGF/PRST
IC/SPM/2019 DU 29 JANVIER
2019 pour la sélection d'un
consultant en appui à la mise**

en place des mécanismes pérennes de suivi et de contrôle de l'exécution des cahiers de charges des opérateurs

1. Contexte

La loi n°2010/013 du 21 décembre 2010 régissant les communications électroniques au Cameroun et ses modificatifs subséquents a réaffirmé la réforme du secteur préalablement marquée par une restructuration et une privatisation. Cette réforme a marqué l'ouverture à la concurrence du secteur des télécommunications au Cameroun. Ceci s'est traduit par le désengagement de l'Etat vis à vis du secteur productif des télécommunications à travers la séparation des activités d'exploitation, de supervision, de réglementation et de régulation. Ainsi,

- le Ministère des Postes et Télécommunications d'une part, veille à la mise en œuvre de la politique sectorielle des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication et d'autre part, élabore et met en œuvre la politique de sécurité des communications électroniques et des systèmes d'information;
- l'ART assure pour le compte de l'Etat, la régulation, le contrôle et le suivi des activités des opérateurs et exploitants du secteur des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication. Elle veille également au respect du principe d'égalité de traitement des usagers dans toutes les entreprises de communications électroniques ;

- l'ANTIC quant-à-elle, a pour mission de promouvoir et de suivre l'action gouvernementale dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication ;
- l'exploitation des réseaux en vue de la fourniture des services de télécommunications est assurée par les opérateurs.

Les titres d'exploitation délivrés aux opérateurs sont assortis de cahiers de charges dont l'ART assure le suivi et le contrôle de l'exécution, sous la supervision du MINPOSTEL.

Les conventions de concession signées avec les opérateurs de téléphonie prévoient que « L'Agence assure le suivi et le contrôle de l'exécution des cahiers des charges des opérateurs ».

Il convient tout de même de relever, malgré les dispositions juridiques sus-énoncées, des insuffisances préjudiciables sont observées quant à la mise en oeuvre des cahiers de charges des opérateurs. Il s'agit, entre autres :

- de l'insuffisance dans l'identification des abonnés ;
- des plaintes à répétition des abonnés qui restent non résolues ;
- de l'insuffisance d'une concurrence saine dans le secteur ;
- des manquements en ce qui concerne la définition des marchés pertinents ;
- des manquements en matière de contrôle de l'utilisation des ressources rares ;
- des limites dans les mécanismes de contrôle de la collecte d'information pour l'application de la comptabilité analytique par les opérateurs ;
- les manquements en matière de qualité de service.

S'agissant de ce dernier point précisément, le Gouvernement a commandé un audit de la qualité des services de télécommunications au Cameroun. Cet

audit a révélé notamment que les opérateurs ne respectaient pas les dispositions de leur cahier des charges et que la dégradation progressive de la qualité de service offert aux consommateurs par les opérateurs est imputable à l'absence de mécanismes pérennes de suivi et de contrôle de l'exécution des cahiers des charges.

Il s'avère donc nécessaire pour le Gouvernement de disposer d'outils permettant un suivi efficace et un contrôle de l'exécution des cahiers de charges des opérateurs.

2. Objectif

L'objectif de cette étude est de mettre en place des mécanismes efficaces de suivi et de contrôle de l'exécution des cahiers de charges des opérateurs.

De manière spécifique, il s'agira dans le cadre de cette étude :

- de faire un état des lieux et un diagnostic du suivi et du contrôle de l'exécution des cahiers des charges des opérateurs ;
- d'analyser les cahiers des charges des opérateurs pour d'une part, identifier les indicateurs pouvant faire l'objet d'un suivi à travers des outils pertinents, et d'autre part, relever les manquements éventuels des cahiers des charges et des procédures ;
- de proposer des mécanismes pertinents de suivi et de contrôle des cahiers de charge des opérateurs.

3. Financement

Financement de Projets d'Investissement

4. Remise des offres

Les Manifestations d'Intérêt doivent être déposées à l'adresse

ci-dessous, au plus tard le 22 février 2019 à 17 Heures (heure locale). Soit transmises électroniquement au courriel suivant :

pndp@pndp.org, pndpcameroun@yahoo.fr avec copie à atteyondobo@gmail.com

soit déposées en quatre (04) exemplaires à la Cellule Nationale de Coordination du PNDP, sise au Rond-Point Bastos, sur la route conduisant à l'Ambassade de Côte d'Ivoire, au lieu-dit « pont dragage ». BP: 660 Yaoundé Cameroun, Tél : +237 222 21 36 64, Fax: + 237 222 21 36 63, Email : pndp@pndp.org. avec la mention :

« AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERET N°005/ASMI/MINPOSTEL/UGF/PRSTIC/SPM/2019 DU 29 JANVIER 2019 Pour la sélection d'un Consultant en appui à la mise en place des mécanismes pérennes de suivi et de contrôle de l'exécution des cahiers de charges des opérateurs ».

5. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivants :

Pour conduire à bien cette prestation, le Consultant sera un Cabinet ou un groupement de Cabinets présentant :

- une expérience professionnelle avérée d'au moins dix (10) en matière d'élaboration de suivi et du contrôle de l'exécution des cahiers des charges ;
- une expérience avérée permettant de dresser des états des lieux et le diagnostic du suivi et de l'évaluation des cahiers de charges des opérateurs;
- une compétence spécifique dans l'identification des indicateurs pouvant faire l'objet d'un suivi à travers des outils pertinents d'une part, et la relève des manquements éventuels d'autre part ;
- grande capacité à organiser un atelier de restitution des rapports finaux et des formations sur la prise en main des outils proposés.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, édition janvier 2011, version révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables et du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs Sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale (Juillet 2016).

MÉTHODE DE SÉLECTION

Un Consultant sera choisi selon la de Méthode « Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant (SQC) » du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs Sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale (Juillet 2016) et la langue de travail est le français ou l'anglais.

Les Termes de Référence de cette étude sont disponibles dans le undb online. Ces Termes de Référence sont également disponibles en version PDF et peuvent être téléchargés sur le site internet du MINPOSTEL: «www.minpostel.gov.cm» ou retirés à la Cellule Nationale de Coordination du PNDP. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous aux heures suivantes : de 8h00 à 17h, heures locales.

6. Renseignements complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous aux heures suivantes : de 8h00 à 17h, heures locales.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires sur l'objet de la présente manifestation d'intérêt à la même adresse.

[Tous les appels d'offres](#)

AVIS DE CONSULTATION N°001/AC/CRB/CIPM/2019 DU 23/01/2019 POUR L'ACQUISITION D'UN (01) VEHICULE PICK-UP 4X4 DOUBLE CABINE DE LUXE AVEC ACCESSOIRES POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE REY- BOUBA, DEPARTEMENT DU MAYO- REY, REGION DU NORD. (EN PROCEDURE D'URGENCE)

1. Objet

Le Maire de la Commune de Rey-Bouba, Autorité Contractante, lance une consultation en vue d'une demande de cotation pour l'acquisition d'un véhicule pick-up 4x4 double cabine de luxe avec accessoires pour le compte de la Commune de Rey-Bouba.

2. Consistance des prestation

Véhicule pick-up 4x4 double cabine de luxe avec accessoires.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations, objet de la présente consultation, est de Trente Six Millions (36 000 000) francs CFA.

4. Délai de livraison

Le délai d'exécution des prestations est fixé à un(01) mois.

5. Allotissement

Lot unique.

6. Participation et origine

La participation à cette consultation est ouverte aux concessionnaires automobiles installés en territoire camerounais remplissant les conditions reprises dans le Règlement de la consultation.

7. Financement

Le véhicule objet de la présente Consultation est financé par le budget de la Commune de Rey-Bouba.

8. Consultation du dossier

Le Dossier de Consultation peut être retiré à la Commune Rey-Bouba, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de 70 000 (soixante dix mille) francs CFA à la Recette Municipale de Rey-Bouba autitre des frais de dossier.

9. Acquisition du dossier

Le Dossier de Consultation peut être retiré à la Commune Rey-Bouba, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de 70 000 (soixante dix mille) francs CFA à la Recette Municipale de Rey-Bouba au titre des frais de dossier.

10. Remise des offres

Les offres rédigées en langue française ou anglaise seront remises en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, chiffrées hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC), ainsi que le dossier administratif complet de l'exercice 2019 et la déclaration indiquant l'intention de soumissionner selon le modèle en annexe, sous pli fermé à la Mairie de Rey-Bouba, au plus tard le 12/02/2018 à 12 heures précises et devront porter la mention suivante ;

***AVIS DE CONSULTATION N°001/AC/CRB/CIPM/2019 DU 23/01/2019 POUR
L'ACQUISITION D'UN (01) VEHICULE PICK-UP DOUBLE CABINE 4X4 DE
LUXE AVEC ACCESSOIRES POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE REY-
BOUBA
"A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"***

Les offres seront présentées en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies. Elles seront contenues dans deux (02) enveloppes fermées et scellées, comprenant :

Enveloppe A : Pièces administratives

- 1) une déclaration indiquant l'intention de soumissionner selon le modèle en annexe ;
- 2) une copie légalisée du registre de commerce ;
- 3) une attestation de non exclusion de l'entreprise, délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- 4) une caution de soumission d'un montant de sept cent vingt mille (720 000) francs CFA et d'une durée de validité de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres;
- 5) une attestation de non-faillite délivrée par la Chambre de Commerce ou du Greffe du Tribunal du lieu du siège social de l'Entreprise ;
- 6) l'Attestation de non redevance ;

- 7) une attestation desoumission délivrée par le Directeur Général dela CNRS ;
 - 8) une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire ;
 - 9) une quittance d'achatdu Dossier de Consultation;
- N.B. : Toutes les pièces énumérées ci-dessus devront dater de moins de trois mois et être signées par l'autorité compétente des administrations concernées.

Enveloppe B : Offre financière

- 1) La soumission suivant le modèle fourni dans laprésente Consultation ;
- 2) Les caractéristiques techniques du type de véhicule proposé les photos ;
- 3) Le bordereau descriptif et quantitatif ;
- 4) La garantie du fabricant et le certificat d'origine du véhicule proposé.

Il est accordé aux soumissionnaires désireux de participer à cet avis de consultation un délai de vingt et un jours (21) à compter de la date de publication de cet avis dans le JDM, dans la presse ou par affichage,

11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives requises, une caution de soumission d'un montant de 720 000 (sept cent vingt mille) francs CFA délivrée par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministre Chargé des Finances.

12. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après les dates et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions de la présente Demande de Cotation sera déclarée irrecevable.

13. Ouverture des plis

Les plis seront ouverts en un seul temps par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune Rey-Bouba le 12/02/2019 à 15 heures précises dans la salle des actes de la Commune de Rey-Bouba, en présence des soumissionnaires oudeleurs représentants dûment mandatés.

Il sera dressé un procès-verbal à l'ouverture des plis.

14. Critères d'évaluation

La Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune Rey-Bouba procédera par la suite à la vérification de la conformité et à la comparaison des offres dans l'ordre suivant :

- A) examen de la conformité des pièces administratives et des offres financières du point de vue des délais et des spécifications techniques ;
- B) vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettres pour procéder aux corrections nécessaires ;
- C) élaboration d'un tableau des offres.

PRINCIPAUX CRITERES D'ELIMINATION

Ces critères sont les suivants :

- Absence d'une pièce administrative ;
- caractéristiques techniques du véhicule proposé non conforme aux prescriptions du 00 ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- n'avoir pas satisfait à au moins quatre des cinq critères essentiels ;
- Pièce non-conforme et non régularisée dans un délai de 48 heures.

PRINCIPAUX CRITERES DE QUALIFICATION

Le système de notation est binaire les principaux critères portent sur les éléments ci-après :

- Présentation de l'offre
- Références du soumissionnaire dans le domaine de la

prestation ;
– Service après-vente.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier de Consultation.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de soixante jours (60) jours à partir de la date limite fixée pour la réception des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Commune de Rey-Bouba.

GAROUA le 21 Janvier 2019

Le MAIRE

DEWA MOHAMAN

[Tous les appels d'offres](#)

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
NATIONAL OUVERT
N°003/AONO/CRB/CIPM/2019 DU**

22/01/2019 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC MATERNEL A L'ECOLE MATERNELLE DE DOBINGA, COMMUNE DE REY-BOUBA, DEPARTEMENT DU MAYO-REY, REGION DU NORD. (En procédure d'urgence)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public, le Maire de la Commune de Rey-Bouba (Autorité Contractante), lance un Appel d'offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de construction d'un bloc maternel à l'Ecole Maternelle de Dobinga, Commune de Rey-Bouba, Département du Mayo-Rey, Région du Nord.

2. Consistance des prestation

La consistance des travaux se présente comme suit :

- Travaux préparatoires-Etudes ;
- Terrassement ;
- Fondations ;
- Maçonnerie et élévation ;
- Charpente-Couverture-Plafond ;
- Menuiserie métallique ;
- Menuiserie bois ;
- Plomberie sanitaire ;
- Electricité ;

- Peinture et revêtement;
- V.R.D.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Vingt-cinq millions (25 000 000) de francs CFA toutes taxes comprises.

4. Délai de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois calendaires.

5. Allotissement

Lot unique.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité des conditions à toutes les entreprises du bâtiment et des travaux publics installées au Cameroun.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINEDUB/ Exercice 2019.

8. Consultation du dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables dans les services de la Commune de Rey-Bouba dès publication du présent avis.

9. Acquisition du dossier

Le dossier peut être obtenu à Rey-Bouba dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au trésor public (recette municipale de Rey-Bouba) d'une somme

non remboursable de quarante mille (40 000) Francs CFA représentant les frais d'acquisition du DAO.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra être déposée à la Commune de Rey-Bouba au plus tard le 20/02/2019 à 12h00 heures, heure locale. Elle devra porter la mention :

***AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N'
003/AONO/CRB/CIPM/2019 du 22/01/2019 pour l'exécution des
travaux de construction d'un bloc maternel à l'Ecole
Maternelle de Dobinga, Commune de Rey-Bouba, Département du
Mayo-Rey, Région du Nord.
(En Procédure d'Urgence)
«A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DEDEPOUILLEMENT»***

11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de cinq cent mille francs CFA (500 000 FCFA) et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs ou une autorité administrative (Préfet. Sous-préfet...). conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédent la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le 20/02/2019 à 15h00 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de Rey-Bouba, dans la salle de ladite Commune, seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

Les principaux critères relatifs à l'élimination des offres des candidats sont définis comme ci-après :

- absence d'une pièce du dossier administratif;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée;
- toute offre technique ayant obtenu une note inférieure à 70% (Oui), sera jugée mauvaise et exclue du classement ;
- absence d'un prix unitaire quantifié ;
- non-conformité au modèle de DAO.

Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

N°	Critères essentiels	Notation binaire

1	Présentation générale de l'offre	Oui/Non
2	Le chiffre d'affaires	Oui/Non
3	L'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières	Oui/Non
4	Les références de l'entrepreneur	Oui/Non
5	L'expérience du personnel	Oui/Non
6	La disponibilité du matériel et des équipements	Oui/Non
7	La capacité financière	Oui/Non

Seule l'offre ayant obtenu une note supérieure ou égale à 70% de oui sera analysée.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été évaluée la moins disante et qui a été techniquement qualifiée pour exécuter le marché de façon satisfaisante.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Commune de Rey-Bouba.

GAROUA le 21 Janvier 2019
 Le MAIRE
 DEWA MOHAMAN

[Tous les appels d'offres](#)

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 01/AONO/C- DDG/SG/SIGAMP/CDPM-KK/2019 POUR LES TRAVAUX DE REFORCEMENT DU RESEAU ELECTRIQUE MT TRIPHASE DE LA LOCALITE DE FAMWOOU DANS L'ARRONDISSEMENT DE DJEBEM, DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI

1. Objet

Le Maire de la Commune de Demdeng, Autorité Contractante lance pour le compte de la Commune de Demdeng, un Appel d'Offres National pour les travaux de renforcement du réseau électrique MT triphasé de la localité de FAMWOOU dans l'arrondissement de Djebem Département du Koung-khi.

2. Consistance des prestations

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres comprennent :

- RENFORCEMENT MT TRIPHASE AERIENNE;
- PRESTATIONS DIVERSES.

3. Coût prévisionnel

L'ensemble des travaux est réparti en Un (01) lot unique et son coût prévisionnel toutes taxes comprises prévu dans le

présent Appel d'Offres National Ouvert est de trente Millions quatre cent mille (30 400 000) Francs CFA comme suit ;

N°

DESIGNATION

MONTANT TTC

LOT UNIQUE

Construction du réseau électrique MT triphasé de la localité de FAMWOUO

Arrondissement de Djebem

30 400 000

4. Délai de livraison

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux est de trois(03) mois.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais Installées au Cameroun.

6. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Publics (BIP) du Ministère de l'Eau et de l'Energie, exercice 2019

7. Consultation du dossier

Dès publication du présent avis, le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables, auprès de la Mairie de Demdeng Tél : 699 82 02 23/696 95 32 30.

8. Acquisition du dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu auprès de la Mairie de Demdeng, dès publication du présent avis sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme de cinquante mille (50 000) francs CFA non remboursable au titre des frais d'achat de dossier.

9. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra être déposée sous plis fermé et contre récépissé dans les Services de l'Autorité Contractante, à la Mairie de Demdeng, au plus tard le 27/02/2019 à 10 heures précises, heure locale et devra porter la mention ;

« Appel d'Offres National ouvert N°01 /AONO/C-DDG/SG/SIGAMP/CDPM-KK/2019 du 28/01 /2019 pour les travaux de renforcement du réseau électrique MTtriphasé de la localité de FAMWOUO dans l'arrondissement de Djebem, Département du Koungkhi. Région de l'Ouest. Financement : BIP 2019. Lot unique.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

10. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission (conforme au modèle joint en annexe) établie par une banque de premier rang agréée par le Ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DÂO, d'un montant de six cent huit Mille (608 000) francs CFA, et valable pendant 30 jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Le cautionnement provisoire sera libéré dans les trente (30) jours suivant la désignation de l'attributaire pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus et au plus tard trente (30) jours après expiration du délai de validité des offres. Pour l'attributaire le cautionnement provisoire sera libéré dès la constitution du cautionnement définitif.

11. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt, seront déclarées irrecevables à l'ouverture.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 27/02/2019 à 11 heures par la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics du Koung-Khi, à la Délégation Départementale des Marchés Publics du Koung-khi sis au Carrefour Lycée (route stade). Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou se faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier. retenues.

Les offres seront ouvertes en un temps et évaluées en trois étapes.

1ère étape : Vérification de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire.

2ème étape ; Évaluation technique des offres administrativement conformes.

3ème étape ; Vérification des offres financières des entreprises dont les offres techniques ont été retenues.

13. Critères d'évaluation

– Principaux critères éliminatoires:

Pièces Administratives

a) Pièce administrative absente ou non conforme et non régularisée dans les 48 heures.

b) Enveloppe extérieure portant l'identification du soumissionnaire ;

c) Toute fausse déclaration ou mensongère relevée dans le dossier.

Offre Technique

a) Fausses déclarations ;

- b) Pièces falsifiées ;
- c) Dossier technique incomplet ;
- d) Non existence de la rubrique « organisation, méthodologie et planning » ;
- e) Non-respect de 23 critères au moins sur les 32 retenus ;
- f) Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un chantier au cours des trois (03) derniers exercices.

Offre Financière

- a) Absence d'une pièce de ce volume ;
- b) Absence d'un prix unitaire dans l'offre financière pour un poste où il est défini des quantités ;
- c) Absence d'un sous détail de prix.

14- Principaux critères de qualification

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

- a) Le chiffre d'affaires (2 critères) ;
- b) Références de l'entreprise (6 critères) ;
- c) Matériel de chantier à mobiliser (5 critères) ;
- d) Personnel d'encadrement de l'entreprise (8 critères) ;
- e) Proposition technique (6 critères) ;
- f) Rapport de visite de site illustratif (2 critères) ;
- g) Présentation de l'offre (2 critères) ;
- h) Capacité financière (1 critère).

Chaque offre pour être déclarée conforme techniquement doit avoir satisfait tous les critères éliminatoires et obtenu au moins 23 critères des 32 critères de qualification énumérés ci-dessous évalués conformément à la Grille de notation des offres techniques.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Mairie de Demdeng Tél : 699 82 02 23/696 95 32 30.

DEMDENG le 28 Janvier 2019

Le MAIRE

KAPTUE LAZARRE

[Tous les appels d'offres](#)

AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 01/ASMI/PR/MINMAP/DRMAP- OU/DDMAP-BTOS/SPM/2019 DU 24 JANVIER 2019 POUR LES ETUDES GEOTCHNIQUES DU SITE DEVANT ABRITER LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DES BAMBOUTOS.

1. Contexte

Le délégué départemental des marchés publics des Bamboutos (représentant du maître d'ouvrage lance pour le compte de son institution, un avis de sollicitation à manifestation

d'intérêt , à l'intention des bureaux d'études techniques spécialisées dans le domaine des études géotechniques, pour les études géotechniques du site devant abriter la délégation départementale des marchés publics des Bamboutos.

2. Participation et origine

La participation au présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt est réservée aux bureaux d'études techniques spécialisés dans le domaine des études géotechniques installés au Cameroun.

3. Financement

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLICS DU MINMAP EXERCICE 2019

4. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marqués comme tels, devra être déposée contre récépissé ou recommandée avec accusée de réception de la délégation départementale des marchés publics des bamboutos, à la montée du stade municipal , immeuble hôtel des finances de Mbouda, au plus tard le 13 février 2019 à 11 heures précises ;

***AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°
01/ASMI/PR/MINMAP/DRMAP-OU/DDMAP-BTOS/SPM/2019 DU 24 JANVIER
2019 POUR LES ETUDES GEOTCHNIQUES DU SITE DEVANT ABRITER LA
DELEGATION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DES BAMBOUTOS.***

A NOUVRIR QUEN SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS.

5. Critères d'évaluation

La commission analysera les offres techniques et les classera en fonction de :

Moyens en personnel (55 pts)

N°	RUBRIQUES			COTATION
A	PERSONNEL		note attribuée	55 points
1.1	Chef de mission			20 points
	FORMATION : Ingénieur Géotechnicien			
	Niveau	<input type="checkbox"/> BAC + 3 ou inscrit à l ^e ONIGC	<input type="checkbox"/> BAC + 3 Ingénieur inscrit à l ^e ONIGC	5 POINTS
	Points	0	5	
1.2	expérience générale			
	Nombre d ^e année	02	3 ^e à 5	n ^e 5 5 points
	points	0	3	5

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION N°002/DC/MINRESI/CIPM/2019 DU 16 JANVIER 2019 RELATIVE A L'ACQUISITION D'UN SERVICE DE GARDIENNAGE POUR LES SERVICES

CENTRAUX DU MINRESI

1. Objet

Le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation lance un Avis de Consultation relatif à l'acquisition d'un service de gardiennage des locaux et du personnel des Services Centraux du MINRESI.

2. Consistance des prestation

Les prestations de la présente consultation, sont définies dans les Termes de Référence (TDR) annexés au dossier de consultation.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la prestation est de vingt millions (20 000 000) francs CFA.

4. Délai de livraison

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre- vingt dix (90) jours, à compter de la date de l'ouverture des offres.

5. Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte à égalité des conditions aux entreprises Camerounaises, exerçant dans le domaine de la sécurisation des bâtiments publics et autres, et légalement reconnues par les autorités compétentes.

6. Financement

Les prestations, objets de la présente consultation, sont financées par le Budget de fonctionnement du MINRESI, exercice 2018, sur la ligne d'imputation: 53 19 259 01 390000 6188. Le coût prévisionnel de la prestation est de vingt millions (20 000 000) francs CFA.

7. Consultation du dossier

Le dossier de consultation peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de vingt cinq mille (25 000) francs CFA.

8. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un original marqué comme tel et six (06) copies, devra parvenir à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés publics (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42, au plus tard le 14 Février 2019 à 14 heures et devra porter la mention :

*« AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N°002/DC/MINRESI/CIPM/2019 DU 16 JANVIER 2019 RELATIF A
L'ACQUISITION D'UN SERVICE DE GARDIENNAGE POUR LES SERVICES
CENTRAUX DU MINRESI »*

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

9. Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de quatre cent mille (400 000) francs CFA établie par un organisme financier agréé par le Ministère des Finances.

La caution est valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de dépôt des offres.

10. Ouverture des plis

L'ouverture de plis se fera en une fois le 14 Février 2019 à 15 heures par la Commission de Passation des Marchés dans la salle de réunion du MINRESI.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

11. Critères d'évaluation

L'évaluation des offres se fera en trois étapes :

Première étape : vérification de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire ;

Deuxième étape : évaluation technique des offres administrativement conformes ;

Troisième étape : vérification des offres financières des soumissionnaires dont les offres ont été reconnues techniquement et administrativement conformes.

12. Attribution

A l'issue de l'analyse financière, le soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel aux prescriptions du descriptif technique et qui présente l'offre de prix la moins disante sera retenu.

13. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du MINRESI, Service des Marchés (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42.

YAOUNDE le 16 Janvier 2019
Le MINISTRE
TCHUINTE Madeleine

[Tous les appels d'offres](#)